

**PERSPECTIVES  
TUNISIENNES**  
**Groupe  
d'études  
et  
d'Action  
Socialiste**

**Numéro  
Spécial**

**SUR LES JOURNÉES  
DE SOLIDARITÉ AVEC  
MOHAMED BEN JENNET**

**SOMMAIRE**

• Au lecteur .....	2
• Les journées du 15 au 19 mars .....	3
• L'élargissement de la lutte .....	6
• Démystification du régime .....	10
— Echos de presse .....	11
— Télégramme d'universitaires à Bourguiba ..	12
— Communiqués : A.I.J.D. - F.E.N. ....	12
— Témoignages d'enseignants français .....	13
— Télégramme à la Conférence Internationale des Droits de l'Homme .....	14
• Vietnam .....	15

Prix : 1,50 F.  
150 ml

Pour toute correspondance :  
La vieille taupe, pour « Perspectives »  
Librairie  
1, rue des Fossés-Saint-Jacques, Paris-5°

## Au Lecteur,

La répression sauvage qui vient de s'abattre sur la gauche en Tunisie a beaucoup frappé les esprits : « Nous venons de vivre la répression la plus dure » disent la plupart des étudiants. D'autres réalisent que « le régime vient de montrer son vrai visage et passe à l'utilisation de méthodes fascistes ».

Faut-il rappeler aux uns et aux autres que la répression, dont ils semblent ne prendre conscience qu'aujourd'hui, est une constante du régime destourien depuis l'indépendance de la Tunisie. Le gouvernement l'a utilisée sous différentes formes, de la domestication des organisations nationales (UGTT, UGET notamment) à la torture physique et morale (il faut rappeler à certains l'existence du camp d'El-Houareb près de Kairouan où sont voués à l'oubli plusieurs citoyens tunisiens), en passant par les tracasseries bureaucratiques et policières, pour réduire toute opposition ouvrière, estudiantine ou populaire à sa politique d'oppression et d'exploitation des travailleurs tunisiens, consacrée par le « socialisme destourien ».

La répression n'est donc pas un fait nouveau : elle est dans la logique du régime destourien qui va à l'encontre de la volonté populaire et des intérêts des couches laborieuses.

Bien plus, incapable de satisfaire les aspirations des masses, le régime s'appuiera de plus en plus sur la répression pour résoudre les problèmes immédiats engendrés par sa politique anti-populaire : Ceci n'est pas étonnant, car « les classes réactionnaires elles-mêmes sont habituellement les premières à recourir à la violence, à la guerre civile, à « mettre la baïonnette à l'ordre du jour » (Lénine).

\*\*

Mais pas plus dans l'avenir que dans le passé, les mesures de rétorsion exercées aujourd'hui ne réussiront pas à contenir longtemps l'explosion d'un peuple opprimé et exploité : Le mal est beaucoup plus profond pour que la caserne, le bagne, l'exclusion de l'Université et des lycées, la torture la plus atroce, la prison puissent être « payants » dans une pareille situation. Bien au contraire, « les répressions de toutes sortes que les réactionnaires de tous les pays exercent contre le peuple révolutionnaire ne peuvent finalement que le pousser à étendre et à intensifier la révolution » (Mao Tsé Toung).

Les diverses répressions auxquelles s'est livré le régime destourien n'ont-elles pas justement joué ce rôle de stimulant ?

La réponse est positive dans tous les cas :

— La mise au pas de l'UGTT et de l'UGET poussa les ouvriers et les étudiants à agir de plus en plus ouvertement, en dehors du cadre « légal » de leur centrale syndicale, et contre les « avocats du destour » sensés être leurs représentants.

Il suffit de citer :

- les grèves annuelles dans les centres miniers, même après l'interdiction — de fait — du droit de grève le 1<sup>er</sup> mai 1966 ;
- la création d'une caisse mutuelle de défense contre les maladies par les dockers du port de

Tunis, indépendante de tous les organismes bureaucratiques de l'UGTT ;

- l'intensification et la radicalisation des manifestations d'étudiants ;
- le recours aux Assemblées Libres, le vendredi 15 mars 1968 pour la première fois ;
- la « rébellion » des lycéens ;

— La politique bureaucratique et autoritaire d'injustice sociale provoqua des explosions populaires de plus en plus nombreuses dans les différentes régions (Borj Ali Rais en 1965 ; Sahel en 1966 ; Cap Bon en 1967 ; le Kef, Bou Arada en 1968).

Le pouvoir peut bien continuer — et il continuera n'en doutons pas — à réprimer pour intimider ceux qui essayent de changer cette situation, et terroriser le reste de la population pour qu'elle n'apporte pas sa sympathie et son soutien au mouvement d'opposition, il ne pourra au mieux que gagner du temps, tout en aggravant encore plus la situation par son incapacité de regarder les problèmes en face et son refus de prendre les mesures radicales qui s'imposent, depuis longtemps déjà, pour mettre fin à l'exploitation de l'homme par l'homme.

Il ne faut cependant pas oublier que la répression constitue avec la lutte un des meilleurs moyens de forger les révolutionnaires.

\*\*

Mais si la répression n'est pas un fait nouveau, et si elle joue un rôle de stimulant dans la lutte, pourquoi a-t-elle été cette fois-ci particulièrement dure ?

Là aussi ce n'est pas un hasard si le gouvernement n'a utilisé les « grands moyens » qu'à cette occasion : tant que l'opposition était restée démocratique et intellectuelle, limitée au monde étudiant, le régime pouvait se permettre ce luxe, car en fin de compte cela apportait de l'eau à son moulin. Mais une fois que la preuve fut faite qu'une opposition révolutionnaire organisée (encore à ses débuts certes, mais solidement implantée dans le pays même) intervenait activement dans la situation et cherchait à réaliser la jonction avec la classe ouvrière et l'ensemble des classes exploitées pour lutter contre ce régime, le gouvernement jugea qu'il ne pouvait tolérer davantage cette nouvelle opposition qui mettait son existence en question, et sévit avec une pareille rigueur dans un but évident de décapiter le mouvement. Ainsi le fait qu'on nous réprime si sauvagement « prouve non seulement que nous avons établi une ligne de démarcation nette entre l'ennemi et nous, mais encore que nous avons remporté des succès remarquables dans notre travail » comme le souligne Mao Tsé Toung.

C'est donc dans cette ligne juste de jonction avec les masses laborieuses que le travail des révolutionnaires tunisiens doit continuer, sinon aucune action sur la situation politique de notre pays ne saurait aboutir. Il s'agit là d'une tâche très difficile, mais absolument indispensable, qui n'est pas l'œuvre d'un jour, mais une entreprise de longue haleine, qui connaîtra des flux et des reflux, des périodes de mouvement en avant et d'autres d'isolement : nous devons ainsi nous débarrasser de l'idée de remporter des victoires faciles ou rapides, mais nous sommes conscients que notre lutte débouchera sur la victoire.

# Les journées du 15 au 19 mars à l'Université

L'appel du Comité pour la Libération de Ben Jennet lancé le 13 mars fut accueilli avec scepticisme dans tous les milieux et, seuls quelques étudiants qui se sont toujours manifestés comme l'avant-garde du mouvement étudiant, se sont ardemment appliqués à mobiliser les étudiants dans les différentes facultés et écoles de l'Université de Tunis.

Dès le vendredi matin (15 mars) et bien que la date de la journée de solidarité avec Ben Jennet ait été tenue secrète, il y avait à Tunis une forte mobilisation de la police et de la garde nationale. Cela paraît lié au fait que de très nombreuses étiquettes portant des slogans en faveur de Ben Jennet : « Ben Jennet, victime de l'arbitraire », « Libérez Ben Jennet », « Solidarité avec Ben Jennet », avaient été collées dans la nuit du 14 au 15 mars aussi bien dans les locaux universitaires que scolaires, et surtout dans les quartiers populaires ; tandis que des inscriptions à la peinture sur des autobus et sur certains murs de la Médina reproduisaient les mêmes slogans.

Les différents établissements universitaires étaient entourés par les forces de police et de garde nationale.

A l'intérieur des lycées certains directeurs procédèrent à des interrogatoires pour essayer de connaître l'origine des étiquettes. L'effervescence fut telle dans tous les lycées qu'on ne laissa sortir les élèves à midi qu'un à un.

A la faculté des lettres tous les cours cessèrent à 10 h. A 10 h 15 commença un grand meeting groupant près de 2.000 étudiants au cours duquel les 3 étudiants qui prirent la parole insistèrent sur le fait que « l'université appartient aux étudiants » et invitèrent l'administration et les enseignants à se joindre à eux. En outre le premier, Brahim Razgallah, proposa une motion dans laquelle :

« Les étudiants de l'université de Tunis, réunis en PREMIERE ASSEMBLEE GENERALE LIBRE le vendredi 15 MARS 1968 :

— dénoncent le caractère arbitraire et injuste de la condamnation de Ben Jennet,

— déclarent leur solidarité agissante avec le camarade Ben Jennet et leur attachement aux principes pour lesquels il a combattu et pour lesquels il a été condamné,

— dénoncent le Bureau exécutif fantoche de l'UGET pour sa carence qui confirme s'il en est besoin son inféodation au pouvoir de la répression et de l'arbitraire et l'impérialisme US son allié pour le crime perpétré contre Ben Jennet,

— se déclarent mobilisés pour lutter contre le pouvoir de la dictature et de la répression,

— exigent la libération de leur camarade et décident d'observer la GREVE GENERALE DES COURS le vendredi 15, le samedi 16, le lundi 18 et le mardi 19 MARS 1968 pour manifester leur solidarité et leur détermination ».

Cette motion a été adoptée à l'unanimité par l'assemblée, sauf 2 abstentions.

Le deuxième, Tahar Belhassine, appela à ne pas se laisser démobiliser et à déterminer toutes les formes d'action permettant d'obtenir la libération de Mohamed Ben Jennet.

C'est alors qu'une dizaine de bureaucrates destouriens qui s'étaient infiltrés entre temps, tentèrent d'empêcher le troisième étudiant, Abdelaziz Krichen, de prendre la parole en entonnant « Houmet el Hima ».

L'ensemble des étudiants répliqua en scandant « libérez Ben Jennet ». Krichen réussit dans une déclaration hachée par d'autres tentatives du même genre, à exhorter les étudiants à ne pas se laisser démobiliser.

Une cinquantaine de flics tous en civil, comprenant aussi bien des inspecteurs de police que des fonctionnaires du Destour et des gardes du corps du Président Bourguiba, firent irruption dans le hall de l'université cognant systématiquement étudiants et étudiantes. De nombreuses filles furent sauvagement agressées. Les étudiants les plus actifs étaient immobilisés par 2 gorilles pendant qu'un troisième cognait. Les flics tentèrent d'entraîner le maximum d'étudiants vers des voitures à immatriculation civile opportunément stationnées devant l'université, mais face à l'opposition générale ils ne réussirent pas à en prendre plus de 25. Les étudiants arrêtés furent ensuite emmenés dans les locaux du P.S.D. et durement tabassés sous les ordres de Mohamed Ben Ahmed, ancien Secrétaire Générale de l'UGET.

Il faut noter que les opérations étaient dirigées par MOKHTAR ZANNAD (ancien Secrétaire Général de l'UGET, membre du bureau politique restreint du P.S.D., Directeur de l'UTJ) et Abdelhamid Ammar (ancien Secrétaire Général de l'UGET, membre du Comité Central du P.S.D.) et exécutées entre autre par Hédi ATTIA et Mostfa BEHIRA, tous deux anciens membres du B.E. de l'UGET.

Mohamed SAYAH (ancien Secrétaire Général de l'UGET, Directeur du P.S.D.) s'était rendu à 10 heures chez Bourguiba où Tahar BELKHODJA (ancien Secrétaire Général de l'UGET, Directeur de la Sureté Nationale) ne tarda pas à le rejoindre.

A 11 h 20 le Pro-Recteur de l'université Chedli AYARI qui s'était enfermé dès le début du meeting

dans son bureau, suspendu au téléphone, sortit pour déclarer aux flics : « J'ai reçu de vos supérieurs l'ordre (sic) de vous faire sortir » (resic). Les flics évacuèrent l'université alors que quelques étudiants applaudissaient Ayari.

Après cette dure épreuve de la matinée, certains étudiants qui s'étaient manifestés déjà, lors de la visite de Humphrey par leur défaitisme, furent intimidés par la police du Destour et tentèrent d'annuler le mot d'ordre de grève qu'ils avaient décidé d'observer « pour manifester leur solidarité et leur détermination », préconisant le dialogue (1) avec le B.E. de l'UGET dénoncé pourtant comme « fantôme », « inféodé au pouvoir et à sa police » et avec les autorités universitaires (voir la motion votée).

Ainsi « ... au mépris de toute l'expérience passée (cet opportunisme de droite) se leurre encore sur les promesses que peuvent faire ces collaborateurs de la police et ces hommes de main du pouvoir que sont les membres de la direction de l'UGET. Cet opportunisme rêve de remplacer la lutte résolue des étudiants par des palabres, par des négociations avec les représentants du pouvoir, démobilisant le mouvement et facilitant par là une répression plus féroce » (les étudiants du GEAST Tunis, le 17 mars).

Le lendemain samedi 16 mars les étudiants de notre groupe diffusèrent un tract appelant à ne pas se laisser démobiliser ni intimider par la répression et à continuer la lutte. La grève fut totale.

Dans la matinée un meeting s'est tenu à la faculté des lettres groupant plusieurs centaines d'étudiants, où chacun put s'exprimer librement.

Razgallah prit la parole pour souligner que la lutte des étudiants ne peut aboutir que si ces derniers arrivent à faire la jonction avec le prolétariat et le semi-prolétariat, et demandent le maintien de la grève jusqu'au mardi 19 mars. Zeghidi et Chamari étaient pour l'amorce d'un « dialogue » avec les autorités universitaires et le B.E. de l'UGET et la convocation d'assemblées dans le cadre des corps. Krichen intervint ensuite dans le même sens que Razgallah. Finalement une motion fut votée par les étudiants qui :

« — mandatent une délégation issue de cette assemblée libre pour :

1°) communiquer aux autorités universitaires la détermination des étudiants d'exercer leur droit de se réunir à l'université en assemblée libre chaque fois qu'ils le jugeront nécessaire.

2°) communiquer aux enseignants de l'université la volonté des étudiants tunisiens de continuer la lutte au sein même de l'université et leur demander de manifester aux étudiants leur soutien.

— estiment qu'à côté de la lutte au sein de l'UGET si peu représentative et si bureaucratisée qu'elle soit, seule la lutte et la mobilisation dans le cadre d'Assemblée Libre peut permettre au mouvement étudiant d'obtenir des succès et d'avancer sa juste lutte contre la dictature et la répression *aux côtés des masses populaires opprimées* ».

Une délégation fut constituée pour informer le Pro-Recteur de cette décision. Devant l'effroi de C. Ayari certains membres étaient prêts à négocier un arrangement oubliant le mandat qui leur avait été assigné tandis que les autres se conformant à leur rôle de délégués expliquèrent qu'ils n'avaient qu'à transmettre la motion.

Devant cette fermeté le pro-Recteur somma la délé-

gation de faire évacuer l'université sans quoi il serait obligé d'appeler la police pour intervenir.

La délégation retourna alors informer l'assemblée de cet ultimatum : celle-ci décida un nouveau meeting à 14 h à la faculté et un rassemblement le lundi 18 à 9 h 30.

Pendant que s'achevait la tenue du meeting certains démobilisateurs parlementaient avec Alloulou (Secrétaire Général de l'UGET) et Zaanouni (membre de la C.A. de l'UGET) et lorsque les étudiants commencent à se disperser ils prirent la parole pour démobiliser ouvertement les étudiants, annuler la réunion de l'après-midi et annoncer qu'ils avaient obtenu des responsables de l'UGET qu'ils convoqueraient des A.G. extraordinaires à partir du lundi.

Pendant que le Pro-Recteur menaçait les professeurs et chercheurs, dans une attitude courageuse se réunissaient et votaient une motion dans laquelle ils : « — réaffirment leur attachement aux libertés universitaires en particulier à l'inviolabilité des locaux de l'université,

— protestent avec énergie contre l'intrusion d'éléments étrangers à l'université, contre la brutalité qu'ils ont exercé sur les étudiants dont certains ont été enlevés de force ».

D'autre part à 11 h 45 alors que les enseignants étaient réunis avec le pro-recteur dans la salle des professeurs, ils apprirent que les mêmes commandos de militants destouriens voulaient à nouveau briser le meeting et descendirent pour protéger l'entrée et barrer la route aux flics sous les applaudissements des étudiants présents.

Ensuite le pro-recteur reçut le corps enseignant à qui il dit à quel point il était dépassé, qu'il avait protesté contre la violation de l'université la veille par des « policiers qui ignoraient les consignes de leurs chefs », qu'il faisait tout pour contenir le mouvement mais qu'il n'était pas sûr d'y parvenir...

Bref ce fut un discours hypocrite qu'il termina en essayant de rejeter la responsabilité de tout sur les étudiants, allant même jusqu'à demander aux enseignants d'ajouter un paragraphe à leur motion « condamnant la violation (sic) de l'université par des étudiants qui y faisaient de la politique » (resic) : ce qui fut unanimement refusé.

Par la suite les enseignants se réunirent à nouveau pour décider de se retrouver lundi à 9 h du matin à la faculté pour suivre les événements et étudier la constitution d'un cadre leur permettant d'intervenir en cas de crise et facilitant un contact direct avec les étudiants dont ils se déclaraient solidaires pour la plupart.

L'après-midi 300 étudiants se présentèrent à la faculté pour y tenir le meeting prévu mais la porte avait été fermée sur ordre de Ayari. Un mot d'ordre de rassemblement devant la faculté des sciences, rue de Rome, fut lancé : là les étudiants se trouvèrent devant la troupe de choc du vendredi matin, dont Hédi Attia, Béhira, Debbèche et Kéfi, tous anciens membres du B.E. de l'UGET, leur interdisant l'accès à la faculté. Razgallah qui se trouvait à l'intérieur reçut en voulant sortir une volée de coups, et s'évanouit. Ce qui provoqua une manifestation devant la faculté des sciences où la police dut intervenir par matraquage, et en utilisant du gaz lacrymogène.

Dans la nuit du dimanche au lundi les étudiants de notre groupe diffusèrent dans un tract les mots d'ordre suivants :

- NON A L'OPPORTUNISME !
- POURSUIVONS NOTRE GREVE ET INFORMONS LES MASSES EXPLOITEES DU SENS DE NOTRE LUTTE !
- EFFORÇONS NOUS D'ETENDRE CHAQUE JOUR DAVANTAGE LA LUTTE A DE NOUVEAUX SECTEURS !
- RAPPROCHONS LES CONDITIONS DE REUSITE DE NOTRE COMBAT !
- CHERCHONS LA JONCTION AVEC LE PROLETARIAT !
- NE RESTONS PAS PASSIFS DEVANT LA VIOLENCE DES NERVIS !

Dans la matinée du lundi 18, les étudiants se rassemblèrent à l'université pour y tenir un meeting. Auparavant, ils avaient expulsé Hédi Attia de l'enceinte de l'université aux cris de « les barbouzes dehors ».

Le pro-recteur voulut d'abord obliger les professeurs à faire cours même devant des salles vides ; et quelques minutes plus tard leur ordonna de quitter leurs salles pour permettre à la police (officielle cette fois-ci) de faire évacuer tous les locaux universitaires. D'autre part il ajouta de la part de Messadi des menaces contre les enseignants français parce qu'ils avaient voté la motion du samedi matin.

Peu après une délégation d'étudiants conduite par Razgallah comprenant Ben Othman, Zeghidi, Denguezli et Chamari remercia les enseignants de leur attitude, leur fit part de leur crainte que la police ne soit officiellement introduite à la faculté et leur demanda de les aider à prévenir d'autres poursuites.

La grève des cours était alors totale, non seulement à l'université mais également à l'ENSAT (école d'agriculture) et l'ENPA (école normale des professeurs adjoints). Les étudiants décidèrent de poursuivre la grève jusqu'à mardi.

Une nouvelle délégation de professeurs et d'étudiants fut reçue par le pro-recteur Ayari qui s'engagea à faire l'impossible pour éviter (sic) non seulement que les étudiants ne soient arrêtés pendant leur dispersion mais également après (resic). Il invita la délégation à chercher des « structures de dialogue » aptes à éviter des heurts. Au même moment des incidents eurent lieu à la faculté des sciences et à midi, la faculté fut fermée.

Les destouriens sortirent le même jour un tract qui provoqua l'hilarité générale car il « dénonce les éléments perturbateurs qui encore une fois, tentent de semer la haine et la division dans les rangs de la société tunisienne afin de l'entraîner dans un conflit ouvert avec notre régime socialiste. Il accuse ces éléments d'être les défenseurs d'intérêts sordides et inavouables. Que tout le monde sache que ces énergumènes sont au service d'un mouvement subversif le Baas qui lamentablement déchu sur son propre terrain cherche à s'allier avec les Trotskyistes et les Révolutionnaires afin d'entraîner la jeunesse tunisienne dans la logomachie et l'extravagance Baaso-Trotskyiste qui a fait sombrer tant d'autres pays dans l'instabilité et l'obscurantisme ».

Ce tract fut diffusé par voie d'affiches dans les quartiers entourant le siège du P.S.D. Les étudiants

les arrachèrent dès qu'ils étaient placés au point qu'un flic ou, au mieux, deux, eurent pour consigne de monter la garde devant chaque affiche.

L'après-midi, l'administration procéda à un filtrage très sévère à l'entrée des facultés de Lettres et de Sciences pour ne laisser passer que les étudiants qui avaient des T.P. A l'intérieur de la faculté de Médecine, la provocation de quelques nervis entraîna de violentes bagarres, au même moment des flics casqués et bottés étaient massés devant la faculté de Médecine. Les élèves du Lycée Technique (qui se trouvent en face de la faculté de Médecine) les raillèrent sur leur équipement : « C'est bien la mère Amérique n'est-ce pas ? ». Les flics envahirent la faculté après en avoir cassé les portes et ils y procédèrent à des perquisitions et sur dénonciation du Docteur Moncef Slama (responsable de l'UTJ) ils arrêtèrent Brahim Razgallah et Mohamed Salah Gharbi sur les lieux mêmes de leur travail.

Le mardi 19 au matin la grève était totale dans tous les établissements universitaires ; les entrées étaient toujours surveillées et les facultés toujours entourées par la police et la garde nationale. Chedli Ayari s'adressant aux étudiants qui s'étaient retrouvés dans le hall menaça : « Allez-vous-en ou j'appelle la police ».

Plusieurs étudiants furent convoqués au bureau du pro-recteur où Mohamed Farhat, procureur de la République, les attendait. Ahmed Ben Othman et Khémais Chamari se présentèrent à cette convocation ; là, ils eurent « un entretien » avec le procureur de la République et à la sortie du bureau du pro-recteur ils furent arrêtés.

Au début de l'après-midi, les élèves du lycée Alaoui qui attendaient la sonnerie pour entrer dans la cour furent chargés brutalement par la police qui redoutait de les voir manifester : au point qu'un élève de 5ème année, Ben Miled, dut être transporté d'urgence à l'hôpital à la suite d'une fracture du crâne.

Par la suite, les lycéens et lycéennes des lycées Alaoui, Montfleury et Bab Djedid se rassemblèrent et parvinrent en cortège jusqu'à la place Bab el Djazira où ils furent dispersés non sans peine par la police.

Alarmé par la gravité de cette situation, le Secrétaire d'Etat à l'Education Nationale, Mahmoud Messadi, communique dans la soirée de mardi : « En raison des congés successifs, les vacances de printemps feront suite au congé du 20 mars... ». Ainsi les vacances furent avancées de 4 jours et surtout, tous les établissements scolaires de la République furent fermés et les internes renvoyés chez eux (la grande majorité des internes n'ayant pas prévu cela, se trouva obligée de passer la nuit dehors en attendant de prendre leur train ou une voiture de louage).

Cette mesure administrative qui constituait en réalité une *fermeture* des établissements scolaires et universitaires permettait de mesurer à quel point la situation était jugée inquiétante.

Un calme apparent avant été ainsi imposé, le pouvoir procéda à de nombreuses arrestations parmi les étudiants et écoliers puis étendit la répression à des professeurs, avocats, fonctionnaires...

Abonnement — Soutien à « Perspectives » :

Pour 10 publications : 3 D (30 F) — 5 D (50 F) — 10 D (100 F).

## L'ÉLARGISSEMENT DE LA LUTTE

*L'appareil d'Etat est un appareil spécial pour user systématiquement de la violence et contraindre les hommes à s'y soumettre*  
(Lénine)

### RAPPEL HISTORIQUE :

Le 15 février 1965 les étudiants manifestèrent contre la mauvaise gestion du Restaurant universitaire, sans mots d'ordre précis, inaugurant ainsi le réveil du mouvement étudiant, que le gouvernement avait cru museler à jamais, en nommant des « fonctionnaires » à la tête de l'UGET, chargés de contenir la fronde des étudiants.

Depuis, le mouvement n'a cessé de s'élargir et de se radicaliser par la lutte : en décembre 1966, l'interpellation de deux étudiants par la police à la suite d'une querelle avec un contrôleur d'autobus provoqua un mouvement de solidarité, de caractère improvisé, avec des mots d'ordre peu précis encore (sauf ceux de « Démocratie », « UGET fantôme »).

Une brève accalmie s'ensuivit, due à la riposte du pouvoir qui arrêta la majorité des participants à la manifestation, dont 9 furent choisis pour être condamnés à des peines de prison avec sursis, et au service militaire (dont les étudiants étaient pratiquement exempts jusque là, sous forme de sursis accordé automatiquement).

L'intimidation ne dura guère, car aussitôt l'agression sioniste contre les pays arabes du Moyen-Orient apprise à Tunis le 5 juin 1967, les étudiants se départirent de leur peur et manifestèrent contre les ambassades de Grande-Bretagne et des Etats-Unis, en scandant : « Johnson assassin », « Palestine Arabe », etc...

Le gouvernement eut beau réclamer la peine de mort contre l'un des manifestants : Mohamed BEN JENNET et le condamner finalement à 20 ans de travaux forcés, dans l'espoir d'effrayer les étudiants (qui risquent dorénavant leur vie, après la caserne et le bain), aussitôt un « Comité de Libération de BEN JENNET » se créa à Tunis pour le défendre et obtenir sa libération. C'est la première fois qu'un comité de défense et de soutien est créé à Tunis, suivi bientôt par la création d'un second « Comité de Solidarité avec le peuple vietnamien » qui constitue une dénonciation de la position pro-américaine du gouvernement tunisien dans la guerre du Vietnam, et dont l'objet principal est de faire connaître au peuple tunisien la cause du peuple vietnamien.

*C'est le signe du succès du mouvement anti-impérialiste en Tunisie qui ne se laissa pas intimider par la répression, et donc de l'échec du gouvernement à en venir à bout par la force.*

Cette appréciation était partagée à la fois par la gauche et par le gouvernement :

— Dans une lettre adressée au journal « Le Monde » (jeudi 14 septembre 1967), les rédacteurs concluaient ainsi : « Il n'est pas trop hasardeux de prévoir pour la prochaine année universitaire (1967-1968) des moments chauds à Tunis, d'autant plus que ce (15<sup>e</sup>) congrès (de l'UGET) a montré que la gauche n'est nullement intimidée par la rigueur de la répression contre BEN JENNET.

« Le gouvernement sera-t-il capable de dialogue, ou préférera-t-il accentuer la répression ?

« Le discours d'ouverture de M. BEN SALAH, fait d'acrimonie et d'insulte, la mauvaise humeur affichée par le Président BOURGUIBA à la fin : voilà qui ne prépare pas le dialogue ».

— En effet pour affronter le mouvement étudiant, la seule force de contestation qu'il craignait, le gouvernement procéda à une réforme de la Direction Générale de la Sécurité, pour adapter sa machine de répression aux circonstances nouvelles, notamment par la création des deux fameux bataillons de choc, entraînés à Bou Fichta, en vue des combats de rues :

« La porte était ainsi laissée grande ouverte à une intervention de plus en plus massive, et de plus en plus brutale des forces de répression du pouvoir destourini. « Le rôle des « gorilles et barbouzes » était ainsi défini : face à une opposition qui se faisait de plus en plus cohérente, ils se devaient de veiller au grain » (cf Perspectives, n° 15, octobre 1967, p. 6).

Ces rappels sont utiles, non par esprit de clan, mais parce que c'est bien notre groupe qui a développé les points de vue les plus justes en définissant la nature d'un régime bâti sur l'exploitation et l'oppression des masses, et ses méthodes d'action pour maintenir cette oppression.

Laissons de côté les sceptiques et les capitulards qui n'ont pas encore compris (parce qu'ils ne l'ont pas voulu sans doute) que le processus de lutte ainsi engagé était irréversible et qu'aucune répression ne pourra en triompher :

« Un proverbe chinois qualifie l'action de certains sots en disant qu'ils soulèvent une pierre pour se la laisser retomber sur les pieds.

« Les réactionnaires de tous les pays sont justement de ces sots. Les répressions de toutes sortes qu'ils exercent contre le peuple révolutionnaire ne peuvent finalement que le pousser à étendre et à intensifier la révolution. Les diverses répressions auxquelles se sont livrés le tsar et Tchiang Kai-chek n'ont-elles pas justement joué ce rôle de stimulant dans les grandes révolutions russe et chinoise ? ».

(Mao Tsé Toung)

Tout le monde prévoyait une rentrée mouvementée à l'Université de Tunis. Pour tous les observateurs et en particulier les ambassadeurs étrangers qui ont envoyé des rapports dans ce sens à leurs gouvernements, les étudiants allaient sans aucun doute organiser des manifestations contre le pouvoir.

On avait d'abord cru que ce serait le 21 octobre 1967, journée internationale de solidarité avec le Vietnam, mais le premier affrontement des étudiants avec l'appareil de répression eut lieu le 17 novembre 1967, en réponse à l'appel de l'Union Internationale des Etudiants, pour manifester leur solidarité avec le peuple vietnamien.

Tandis que le Bureau Exécutif de l'UGET prévenait les étudiants : « Vous serez seuls responsables des conséquences de vos actes » ; « vous serez sévèrement châtiés », les étudiants progressistes anti-impérialistes observèrent le mot d'ordre de grève des cours, qui fut lancé.

Deux mois après, les 10 et 11 janvier 1968, répondant à l'appel du GEAST (Perspectives), les étudiants manifestèrent contre la visite du vice-Président des Etats-Unis : HUMPHREY, en scandant les mots d'ordre : « Humphrey go home », « On ne nous rachète pas avec des dollars », « Johnson assassin », « Libérez Ben Jannet ».

Le pouvoir n'osa pas réprimer sur le moment comme d'habitude, mais ce n'était que partie remise.

#### LA LUTTE S'ELARGIT A DIFFERENTS SECTEURS :

— L'action de solidarité avec BEN JENNET gagna de nombreux lycées (Alaoui, Montfleury, Technique, Carnot, Bardo, Carthage, etc...), où des « Comités de lycéens rebelles » se constituèrent en réaction contre l'excès d'embrigadement par le biais des « Jeunesses Scolaires » contrôlées par le parti destourien.

— Conscients de la décomposition du régime et des succès de la lutte des étudiants, les différentes classes opprimées entrèrent tour à tour sur la scène :

— les professeurs de l'enseignement secondaire déclenchèrent une lutte revendicative à la suite de l'augmentation des traitements des membres de l'enseignement supérieur, et du montant des bourses des étudiants, pour une augmentation de salaires, imités aussitôt par les instituteurs.

— les dockers du port de Tunis, constituèrent une caisse mutuelle de défense contre les maladies, manifestant ainsi leur méfiance à l'égard des actions de l'UGTT.

— dans les coopératives agricoles, les coopérateurs commencèrent à prendre eux-mêmes les céréales dont ils avaient besoin, à la suite des avances dérisoires qu'on leur accordait...

Ces luttes, encore à leur début, sont le résultat de l'échec du régime destourien à satisfaire les revendications de ces classes. Elles trouvèrent un écho dans l'action des étudiants les plus progressistes, résolus à réaliser « l'union des étudiants révolutionnaires, de la classe ouvrière et de l'ensemble des classes exploitées de notre pays », « contre le gouvernement réactionnaire tunisien et ses protecteurs impérialistes » (cf Déclaration du GEAST « Perspectives » sur les journées des 10 et 11 janvier 1968).

C'est dans cette atmosphère d'attaques conjuguées contre la politique anti-populaire du gouvernement tunisien, et de risque de jonction de la lutte des étudiants avec celle des autres couches sociales, qu'eurent lieu les journées de mars 1968 qui donnèrent l'occasion au régime de sévir, dans l'espoir de décapiter le mouvement qui n'a cessé de grandir à son insu.

#### LES JOURNEES DE MARS 1968 :

Les manifestations de janvier étaient courageuses, mais d'une conscience, d'une maturité et d'une ampleur moindres, comparées aux journées du 15 au 19 mars 1968, qui malgré tous les sabotages, les efforts de démobiliser et de brider le mouvement, mobilisèrent pendant 4 jours pleins la quasi-totalité des étudiants de Tunis, pour manifester leur solidarité avec BEN JENNET et obtenir sa libération, à l'occasion du pour-

voi de son procès en cassation.

Le mouvement fut préparé par des tracts explicatifs, diffusés par le « Comité de Libération de Ben Jannet » de Tunis, et les mots d'ordre étaient très précis : « Libérez Ben Jannet », « Ben Jannet victime de l'arbitraire ».

Au cours de ces journées, le mouvement étudiant s'est grandement élargi, et a rallié des secteurs non encore touchés jusque là, faisant mûrir la situation ailleurs qu'à l'Université :

— 1°) *Au niveau de l'Université*, de nouveaux foyers de lutte furent créés, en particulier à la Faculté des Sciences, et dans les grandes Ecoles : ENSAT, ENPA.

Cette dernière se veut la gloire de MESSADI, qui a entouré ses élèves de coton, faisant tout pour les garder en dehors du mouvement étudiant. Pour la première fois cette école a bougé et le mot d'ordre de grève y a été suivi à 95% pendant les journées du lundi 18 et mardi 19 mars. Par représailles, le Directeur EL AROUI retira les cartes de restaurant et refusa de payer la tranche de bourse.

*Au niveau des professeurs et des autorités universitaires*, les étudiants bénéficièrent de l'appui des enseignants et chercheurs qui votèrent une motion de protestation contre l'intrusion de la police et d'éléments provocateurs à l'intérieur de l'Université, et de la sympathie d'une partie de l'administration.

— 2°) *Au niveau des lycées* : pour la première fois les lycéens sont intervenus et ont montré qu'en matière de courage et de détermination ils dépassent les plus résolus des militants étudiants actuels. Tous les lycéens se sont rebellés contre les autorités administratives et seraient sortis, c'était la fermeture des portes des établissements (qu'ils tentèrent de casser) dès le vendredi 15 mars 1968. En guise de protestation, ils brisèrent vitres et fenêtres à l'intérieur des lycées.

Les lycéens d'Alaoui et les lycéennes de Montfleury et de Bab al-Djedid réussirent à organiser un rassemblement le lundi 18 mars après-midi, qui fut dispersé à grand peine par la police au rond-point de Bab El-Djazira. Plusieurs d'entre eux furent traduits devant le conseil de discipline de leur établissement et certains furent interrogés par la police, à la recherche de l'origine des tracts diffusés par « les lycéens rebelles ».

— 3°) *Au niveau de la population*, il faut souligner sa sympathie et son admirable soutien au mouvement étudiant :

● d'abord au niveau de la préparation des journées, le tract du « Comité de Libération de Ben Jannet » fut diffusé dans les quartiers populaires, et ses mots d'ordre furent inscrits sur les murs de la capitale, et sur les cars de la SNT, ce qui fut très remarqué.

● Pendant les journées, beaucoup de signes révélateurs sont à signaler :

— le pouvoir s'adressa aux dockers comme il l'avait fait en décembre 1966 pour contre-manifester, mais personne ne répondit à cet appel, car la lutte des étudiants est devenue claire pour les travailleurs qui sont aujourd'hui par trop édifiés sur les gens au pouvoir pour ne pas reconnaître leurs vrais ennemis.

— toutes les scènes de violence eurent lieu devant tout le monde, et on parle d'autant

plus des étudiants, que les fameux bataillons de choc de la police faisaient des manœuvres en pleine ville. Le meeting tenu à la Faculté des Sciences (en plein centre de Tunis), l'attroupement et les bastonnades qu'il occasionna ont alerté une grande partie de la population.

- Après chaque meeting à l'Université, les étudiants en se dispersant, étaient descendus par le quartier populaire d'al.Mallasine. Chaque fois ils ont été chaleureusement accueillis par les habitants qui les avaient même invités à se cacher chez eux.
- Les chauffeurs de taxis jouèrent un double rôle :

- d'abord ils ont informé tous leurs clients de ce qui se passait à l'Université, vu que les piétons ne pouvaient pas voir, du fait des barrages de police hermétiques qui entouraient les établissements universitaires.
- ensuite, ils se sont toujours arrêtés en voyant les étudiants fuir, pour les prendre.

Certains se rendant compte qu'ils embarquaient des étudiants poursuivis, leur ont même permis d'échapper à une arrestation certaine, en s'engageant délibérément dans les ruelles de la médina.

- Ceci étant, beaucoup de gens regrettent néanmoins que les étudiants se soient laissés enfermer à l'Université, ce qui laisse croire que nombre d'entre eux n'attendaient que cette étincelle pour être dans la course.

Les étudiants, les enseignants et les autorités administratives de l'Université furent unanimes pour prévoir d'autres explosions dans l'avenir, car les étudiants élargissent le cadre de leur lutte à l'échelle nationale. De son côté la police fit état d'un projet de manifestation contre le voyage du Président BOURGUIBA aux Etats-Unis...

*« C'est dire la vigueur du mouvement étudiant qui ose affronter la formidable machine de répression du pouvoir. »*

*« On mesure également les progrès accomplis dans la lutte qui a conduit à une prise de conscience de plus en plus élevée, à une radicalisation toujours supérieure. »*

*« Cela montre clairement que lorsque la lutte de masse est engagée — et à condition qu'émerge une direction révolutionnaire consciente et résolue — on peut rapidement passer des luttes revendicatives immédiates à un niveau de politisation élevé » (cf « De victoire en victoire », déclaration du 29.1.68)*

*Il faut donc insister sur l'approfondissement de la conscience politique des étudiants, et tenir le plus grand compte des nouvelles leçons accumulées par les révolutionnaires pendant ces journées de mars.*

#### LA REPRESSION DU MOUVEMENT :

Les violences enregistrées pendant ces journées ont été diverses, innombrables, et le fait à la fois de la police officielle et de la police parallèle du Destour (cf le récit des journées).

BEN MILED, élève en 5<sup>e</sup> année (dont le bruit de la mort avait couru un moment) a été si fortement cravaché par les flics devant la porte du lycée Alaouh,

qu'il a été transféré d'urgence à l'hôpital, d'où il sortit avec une douzaine de points de suture à la tête.

Sans attendre le jugement des étudiants arrêtés, la section permanente du Conseil de l'Université de Tunis décida mercredi 27 mars

- d'exclure définitivement des établissements universitaires :

- Khemaïs CHAMARI, Mohamed Salah ZEGHIDI, Ahmed BEN OTHMAN (de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines)

- Abdelaziz KRICHENE (de la Faculté de Droit)

- Brahim RAZGALLAH (de la Faculté de Médecine).

- et de leur interdire à vie de se présenter aux examens.

Il va sans dire que ces décisions furent dictées d'en haut au mépris du droit des gens à plaider leur cause, les exclusions ayant été prononcées en l'absence des intéressés, qui étaient déjà arrêtés par la police officielle.

Il s'agissait en fait d'effrayer les étudiants, en précisant à leur intention que ces 5 étudiants exclus ne constituent qu'une « première liste », pour couper court à toute tentative de reprise du mouvement à la rentrée fixée au 3 avril 1968. Ces menaces ne réussirent que partiellement, puisqu'une nouvelle action fut quand même tentée par les étudiants les plus courageux.

Ces violences et ces exclusions n'étaient rien, comparées à la torture atroce qui fut appliquée aux personnes arrêtées par la police officielle, ou enlevées par la police parallèle.

La répression sauvage qui s'abattit après ces journées montre clairement que le pouvoir doute de sa force, et craint réellement les remous des étudiants, puisqu'une simple manifestation a provoqué un déchaînement des « gorilles et des barbouzes », aux côtés de la police officielle qui n'épargna pas les personnes de gauche ou suspectées de l'être.

Plusieurs enlèvements furent effectués par la police parallèle, uniquement dans un but d'intimidation, et non pour des interrogatoires précis :

- Zouhair ESSAFI, Professeur à la Faculté de Médecine fut kidnappé et emmené dans une villa hors de Tunis où il fut menacé de mort, avant d'être relâché.

- Habib ATTIA, assistant de géographie à la Faculté des Lettres, fut lui aussi enlevé en plein jour alors qu'il sortait de chez lui en compagnie de sa femme et de son Directeur de Section : Jacques DUPUIS. Il fut torturé, arrêté par la police officielle à la suite d'une réponse à une lettre de Moktar ZANNAD parue au journal « Le Monde » (13 avril 1968) et finalement relâché après plusieurs jours de détention et d'interrogatoire...

- Ahmed SMAOUI, fonctionnaire à la Municipalité de Tunis, fut enlevé à son tour et soumis à des sévices (acide sulfurique, électricité, etc...). Il a été dernièrement arrêté sur ordre du juge d'instruction.

Les arrestations se chiffrent à plus de 150 personnes, comprenant des étudiants, des élèves, des enseignants (du primaire, du secondaire et du supérieur), des fonctionnaires et des ouvriers alors qu'on n'en reconnaît que 34, officiellement (cf l'Action du 3 avril 1968). Les personnes arrêtées se sont vues infliger outre les coups et les sévices classiques, les tortures les plus

atrocités : On leur applique des électrodes aux extrémités des seins, sur les parties génitales et les pieds dont la plante était enduite d'acide sulfurique pour rendre la décharge plus efficace.

Parfois le tortionnaire oblige sa victime à tenir sur la tête une chaise pour éviter qu'il ne baisse les bras lors de la décharge des électrodes, qui sont liées à ses poignets ; certains ont été pendus par les pieds et malmenés jusqu'à perte de connaissance.

Les ongles des pieds sont arrachés et des sévices sur les plaies sont ensuite pratiqués avec des mégots de cigarettes.

Les rancœurs et les complexes d'une mentalité arriérée s'ajoutent au sadisme individuel des tortionnaires à mesure qu'ils découvrent et mettent en pratique les méthodes de torture. C'est ainsi qu'on fait creuser une fosse à la victime de ses propres mains. Puis on la met devant, à genoux, les yeux bandés, en lui appliquant un révolver. On fait partir le coup de façon à rendre la victime sourde pendant quelques instants, etc...

Cette répression barbare d'une simple manifestation estudiantine montre combien *les bases du régime sont peu solides*. Par le déchaînement de leur appareil répressif, le pouvoir et le parti destourien ont montré une fois de plus qu'ils comptent *de plus en plus sur la force pour se maintenir et résoudre les problèmes immédiats*.

Ce n'est là que *le constat de faillite du PSD dans ses efforts d'embrigader les masses populaires et la jeunesse estudiantine*.

*Il ne pouvait en être autrement*, ce qui apporte une fois de plus un démenti cinglant à ceux qui se faisaient des illusions sur la nature du pouvoir, en même temps qu'à ceux qui prônent l'action réformatrice à l'intérieur du système destourien.

Ainsi *le Destour se dévoile plus que jamais*. Sa tactique au moment des événements a été de donner l'impression qu'il s'agissait de règlements de comptes entre étudiants, d'où les commandos avec cagoules et les barbouzes. Ceci n'a trompé personne : les étudiants parlent de méthodes fascistes à la *Ku-Klux-Klan*, et le peuple se rappelle la liquidation des Yousséfistes et appelle le « Comité de Coordination » Destourien : « *Sabbât al-Dhlâm* », ce qui est très significatif : chacun doit savoir à quels risques il s'expose dorénavant : il ne reste plus que le recours à l'assassinat politique après l'échec de l'intimidation par la caserne, le bagne, la radiation à vie de l'Université, la prison avec la torture la plus inhumaine, pour réduire définitivement au silence les opposants au régime.

#### A PROPOS DES RUMEURS D'ÉCHEC DU MOUVEMENT :

Tout en réalisant que le régime destourien vient de montrer son vrai visage, certains frappés par la rigueur de la répression qui s'est abattue aveuglément sur un nombre relativement important de personnes de gauche, parlent déjà d'échec du mouvement qui à les croire ne se relèvera plus, pour conseiller en fait la démobilité.

Voilà que des gens qui se vantent de leur « sens des réalités », viennent souligner dans une pareille situation non pas la nécessité d'une organisation révolutionnaire forte pour lutter contre ce régime qui s'est dévoilé, mais la démission pour « calmer le lion » : c'est *ce qui s'appelle se foutre le doigt dans l'œil*.

Que le pouvoir ait pu agir impunément jusqu'ici,

c'est le prix que nous payons de notre faiblesse actuelle, dont il faut sortir pour que nul ne puisse plus agir de cette façon sans savoir qu'il subira le sort de tous ceux qui font fi des droits les plus élémentaires de la personne humaine.

Faut-il rappeler que notre bataille n'est pas une affaire de quelques jours ou de quelques mois, que notre lutte ne progressera pas de façon linéaire, qu'il y aura des avances et des reculs, des mobilisations et des reflux, des périodes de mouvement rapide et d'autres d'isolement :

« Lutte, échec, nouvelle lutte, nouvel échec, nouvelle lutte encore, et cela jusqu'à la victoire — telle est la logique du peuple, et lui non plus il n'ira jamais contre cette logique. C'est encore une loi marxiste ».

(Mao Tsé Toung)

Aussi « tout combat implique d'abstraites éventualités de défaite ; et il n'est d'autre moyen de les diminuer que de se préparer systématiquement au combat »

(Lénine)

#### QUE FAIRE ?

Conscients que nous sommes d'être à une phase charnière dans l'évolution politique de notre pays, nous pensons que certaines attitudes attentistes ne sont plus de mise.

Aujourd'hui l'indignation individuelle est dépassée.

Etre inactif en « ne faisant pas de politique », c'est accepter le fait accompli, et par là même entériner le passé, cautionner le présent et contribuer à préparer un avenir plus sombre.

*Le peuple et les générations futures ne pardonneront pas aux défailtants d'aujourd'hui leur lourde responsabilité, qui reste entière quoiqu'ils en pensent, dans le risque d'évolution du régime actuel vers un système à l'espagnole (dictature crapuleuse doublée d'anarchie) par des crimes qui se perpétuent à l'insu de ceux-là mêmes qui croient en être quittes par leur silence et leur neutralité qui sont en fait synonymes de fuite et de démission.*

C'est pourquoi rejetant cet état de choses, nous redisons que *le mouvement doit se développer, s'élargir à tous les secteurs et s'intensifier*. Le peuple tunisien en tout cas ne devra pas rester indifférent devant une telle situation.

Il est donc important pour nous tous que toutes nos énergies tendent vers l'action révolutionnaire, sinon nous aurons renoncé à tout combat.

#### SENS DE LA LUTTE :

Certains tentèrent de donner au mouvement étudiant une signification corporatiste, feignant d'oublier que la grève s'est faite sur le mot d'ordre de libération de BEN JENNET (premier mot d'ordre lancé et repris par l'ensemble des étudiants pendant toutes les journées), ils reprirent toute la diarrhée sur la rénovation démocratique (sic) de l'UGET, devenue objectif impérieux et immédiat (resic) du mouvement étudiant, voulant ainsi manifestement le cantonner dans un syndicalisme étroit.

Pour notre part, nous avons opposé en son temps les réserves les plus explicites concernant tout à la fois cette méthode d'analyse (d'abord éliminer les séquelles de l'agression) et ses applications pratiques, ce qui veut dire en clair : perdre l'essentiel au profit du secondaire, noyer le poisson dans l'eau, et démobilité au maximum aussi.

On voit ce que cette tactique donne pour la juste lutte du peuple palestinien arabe : on parle de tous les pays du Moyen-Orient : Egypte, Jordanie, Syrie, Israël, mais de la Palestine, personne n'en parle.

Nous répétons que la rénovation de l'UGET n'a jamais été l'objectif des étudiants :

— les fantoches de l'UGET anciens et nouveaux, ont toujours été conspués.

— le mot d'ordre d'Assemblée Libre, lancé pour la première fois vendredi 15 mars 1968 a été chaleureusement accueilli par les étudiants.

Nous n'avons jamais cessé de dire qu'il ne s'agit pas d'agitation pour l'agitation, de mouvement étudiant pour le mouvement étudiant, mais d'une *action qui doit être portée à un nouveau stade d'acquis révolutionnaire, répondant au désir des masses travailleuses, les rejoindre pour leur permettre de se départir de leur peur, et de les faire démarrer.*

*Nous plaçons résolument toutes nos énergies et nos ressources du côté des exploités, pour lutter à leurs côtés, avec pour objectif l'abolition définitive et sans retour de l'exploitation de l'homme par l'homme, car la jonction avec les masses est absolument indispensable pour agir sur l'ensemble de la situation politique de notre pays.*

A l'heure actuelle, le noyau de militants hautement conscients qui existe doit mener parallèlement à sa consolidation un long travail de pénétration au sein des prolétaires et semi-prolétaires, car *« quelque actif que soit le groupe dirigeant, son activité se réduirait à un effort infécond d'une poignée de gens si elle n'était liée avec celle des larges masses. Mais, d'autre*

part, l'activité des larges masses, qui n'est pas organisée comme il convient par un fort groupe dirigeant, ne peut se maintenir longtemps, ni se développer dans une direction juste et atteindre un degré plus élevé » (Mao Tsé Toung).

Il s'agit là d'une tâche des plus difficiles à effectuer, mais elle est indispensable pour aboutir à la création d'un parti révolutionnaire qui prendrait la direction de la lutte pour réaliser le socialisme scientifique et la démocratie.

Les militants progressistes tunisiens doivent en être conscients : s'ils ne se découragent pas, ils peuvent être persuadés que l'ensemble des masses tunisiennes sera un jour complètement opposé à ce pouvoir et à son régime.

Plus que jamais nous saurons montrer que loin d'être défaitistes, nous ne céderons pas à l'intimidation pour faire prévaloir nos options fondamentales.

**NE RESTONS PAS PASSIFS DEVANT LA REPRESSION.**

**INFORMONS LES MASSES EXPLOITEES DU SENS DE NOTRE LUTTE.**

**ELARGISSONS CHAQUE JOUR DAVANTAGE LE CHAMP DE NOTRE LUTTE.**

**CHERCHONS LA JONCTION AVEC LA CLASSE OUVRIERE ET L'ENSEMBLE DES CLASSES EXPLOITEES DE NOTRE PAYS POUR LUTTER CONTRE LE GOUVERNEMENT REACTIONNAIRE TUNISIEN.**

**L'AVENIR NOUS APPARTIENT.**

## DEMYSTIFICATION DU REGIME

### I. La Conspiration du Silence :

1) *En Tunisie* : jusqu'au 27 mars, le silence le plus total étant gardé par les organismes officiels sur les événements, aucune information n'était communiquée par la presse et la radio.

Seule, le 19 mars, une mesure administrative, l'annonce par le Secrétaire d'Etat à l'Education Nationale de l'avance des vacances de printemps, permettait de mesurer que les autorités jugeaient la situation grave.

Il faut attendre le 27 mars, date du départ de Houphouët Boigny en visite officielle en Tunisie, pour que les événements soient évoqués officiellement. Bahi Ladgham, Secrétaire d'Etat à la Présidence dénonce « la poignée d'agitateurs qui ont créé artificiellement (sic) une effervescence à l'Université pour saper l'autorité de l'Etat et de l'Union Nationale ».

Le même jour, Caid Sebsi, Secrétaire d'Etat à l'Intérieur, déclare que « ...la vingtaine d'agitateurs gauchistes responsables des incidents qui ont eu lieu du 15 au 19 mars à l'Université de Tunis ont été arrêtés et comparaitront en justice ».

Effectivement quelques jours après paraît dans l'Action, une liste de 34 personnes qui « ont été arrêtées et seront traduites devant les juridictions compétentes... ».

Le 28 mars, on apprend par voie de presse que 5 étudiants sont radiés à vie de l'Université pour avoir

*« La maturité et la sagesse que le peuple tunisien a atteintes garantissent sa stabilité et le mettent à l'abri des « tempêtes » qui secouent d'autres peuples ».*

*Bourguiba, le 31-5-68*

pris part aux manifestations du 15 mars.

*Ainsi à l'exception de ces mentions incidentes : communiqués et déclarations officielles, on ne trouve sur la presse tunisienne aucun renseignement sur le déroulement des événements.*

2) Parallèlement, le moins qu'on puisse dire est que la *presse étrangère* n'a pas été plus loquace. Malgré une information abondante (lettres, témoignages, communiqués et conférences de presse du comité pour la libération de Ben Jennet à Paris) elle s'est bornée à reproduire de brèves dépêches d'agence, faisant état d'une simple effervescence de quelque 150 étudiants (!) demandant la libération de Ben Jennet, et déformant les faits en revenant sur les accusations de racisme lancées par le pouvoir contre Ben Jennet.

En revanche, ces mêmes journaux ont ouvert de larges colonnes aux déclarations et communiqués des officiels tunisiens.

II — Devant la multiplication des arrestations, devant l'entrée en lice des forces de la police parallèle, « le Monde » cédant à diverses pressions (lettres et témoignages émanant d'enseignants et étudiants français

et tunisiens) finit par publier le 5 avril des extraits de lettres (1) sur les troubles à l'Université.

Il réalisa ainsi une bonne affaire (!) : « les exemplaires du journal envoyés en Tunisie n'ont pas été mis en vente. Ils n'ont pas été non plus retardés à la vente et pas davantage saisis. Selon l'AFP qui fait état d'une source informée, le gouvernement tunisien s'est porté acheteur de tout le lot soit plus de 3.900 exemplaires » (« le Monde » - 6 avril).

Croyant soigner sa réputation à l'étranger le secrétaire d'Etat à l'information publie immédiatement (« Action » 6 avril) et (« le Monde » 7 avril) la version officielle des faits et un démenti sur l'intervention des forces de police parallèle du destour.

*Le gouvernement ne faisait ainsi que corroborer l'existence et l'emploi de la police secrète en même temps qu'il renseignait indirectement les lecteurs tunisiens de la parution et du contenu de ces lettres.*

III. — Il a fallu que la répression devienne féroce, que les bruits de torture physique et morale se répandent et se confirment, pour qu'enfin la presse étrangère consente à publier et que l'opinion internationale s'alarme :

1) La presse qu'elle soit française, belge, marocaine, suédoise, italienne, anglaise, etc... a enfin largement commenté le mouvement de solidarité avec Ben Jettou et dénoncé la répression qui s'en est suivie. On a pu lire notamment :

« LE MONDE » (8.5-68). Libres opinions de Maître M. Lafue Veron :

« Je reviens de Tunis : à la prison civile, il y a une soixantaine de détenus maintenus en cellule. Ce qui est un régime très dur — et il y en aurait environ une centaine d'autres dans les locaux de la police. 45 jours ont passé.

« *Aucun de ces détenus n'a été présenté à un juge d'instruction contrairement aux stipulations de l'article 61 du code pénal, qui enjoint au juge d'interroger tout prisonnier dans les 3 jours de son arrestation ou de le relâcher. Il s'agit de détentions arbitraires. On ne sait donc pas quels seront les chefs d'inculpation. Les détenus n'ont été vus ni par leurs avocats ni par leurs familles, qui vivent dans une anxiété terrible parce qu'on a beaucoup parlé de tortures, de vraies tortures, non de brutalité policières.*

« *Il y a là-dessus des témoignages irrécusables. D'abord ceux de personnes, souvent des femmes, détenues pendant neuf, dix, onze jours, et qui ont entendu des cris, reconnu des paroles, des voix, ou qui ont été confrontées avec des prisonniers, en très mauvais état. Ensuite, il y a des certificats médicaux, des plaintes courageusement déposées, pour enlèvement, détention arbitraire, sévices, par certains... J'ai moi-même vu, après 40 jours, les plaies non encore cicatrisées, les traces laissées par électrodes...*

« REFORME » (4.5.68)

« *...Des professeurs sont en prison pour avoir fait leur métier d'intellectuel et manifesté leur opinion...* »

« *...A bien des égards, la répression actuelle peut apparaître comme une extension à l'état tout entier des anciennes et vaines tentatives des dirigeants de l'UGET, pour museler l'opposition étudiante. Mais ce qui n'était que pratique condamnable dans un cadre étudiant devient poison mortel étendu à l'ensemble des institutions.*

(1) Voir Témoignages, page 13.

« LE POINT » 10.5.68 (Journal Belge)

« Le régime de Tunis semble d'ailleurs depuis plus d'un an s'orienter de plus en plus vers un régime policier décidé à réprimer les milieux qui souhaitent une radicalisation véritablement socialiste du pays. »

« L'HUMANITE »

« *...La répression violente des manifestations estudiantine et surtout l'entrée en lice des groupes de choc, confirment qu'au-delà des étudiants, c'est toute l'opinion démocratique tunisienne qui est visée...*

« *...Les étudiants ne peuvent s'empêcher de s'intéresser de près aux problèmes vitaux qui se posent à leur peuple et à leur pays, aux questions brûlantes de notre temps...*

« *...Ils ne peuvent que s'insurger contre les aspects de plus en plus intolérables de la politique gouvernementale, contre la liquidation des libertés et des droits démocratiques, contre l'alignement honteux sur la politique américaine. Aucune répression n'y peut rien, aucune fausse solution, aucun sarcasme non plus.*

« L'EVENEMENT » (Mai 68)

« Le crime de ces intellectuels : ils s'opposent à un pouvoir qui n'admet pas que l'on conteste sa politique et notamment le soutien qu'il accorde à l'agression américaine au Vietnam »

« TRIBUNE SOCIALISTE » (9 Mai 68)

« La violence de cette répression marque un pas de plus dans l'escalade vers un totalitarisme de plus en plus profond. »

« L'AVANT-GARDE » (Mai 68)

« *Sinistre réalité en Tunisie : l'emprise croissante des Etats-Unis sur tous les secteurs-clés de leur pays. Celle-ci se manifeste par les voies les plus diverses... et débouche sur une politique inconditionnellement alignée sur celle du département d'Etat, que ce soit sur le problème vietnamien ou l'affaire palestinienne.*

#### ANALYSE ET DOCUMENTS

« *...L'absence de changement dans la situation des prolétariats agricoles et ouvriers sinon sa dégradation ajoutée à la dégradation des positions de la petite bourgeoisie s'exprimait essentiellement dans la couche d'intellectuels produite par la petite bourgeoisie : pour la première fois depuis dix ans un isolement à l'égard du pouvoir s'est exprimé lors d'un congrès syndical : celui des enseignants.*

« *Ces raisons conjuguées font que le mouvement étudiant n'est plus un mouvement clos : les revendications qu'exprime l'opposition étudiante commencent à représenter un intérêt pour les masses tunisiennes.*

« *C'est donc finalement pour interrompre le processus de jonction entre un mouvement étudiant en train de donner naissance à une direction politique et les aspirations des masses qu'elle pourrait transformer en luttes contre la bourgeoisie que le pouvoir a frappé vite et fort. Aussi se devait-il de masquer le contenu politique de l'opposition en la présentant comme un ramassis d'opposants de tous bords et de toutes origines sociales, plus ou moins manœuvrés par l'étranger et dont certains seraient liés à des couches renversées par l'indépendance. Aussi a-t-il procédé à des arrestations en conséquence dans tous les milieux politiques tunisiens qu'ils aient été liés ou non au dernier mouvement.*

2) Par ailleurs, les mouvements de solidarité se sont multipliés dans les milieux les plus divers, sous forme de :

A) *Initiatives individuelles* auprès de Bourguiba : interventions de MM. Berque (Professeur au Collège de France), Blachère (orientaliste connu), Marangé

(Secrétaire général de la FEN)... ou auprès de l'Ambassadeur de Tunisie en France : Lettres de MM. J.M. Domenach (Directeur de la revue « Esprit ») et Daniel Mayer (Président de la Ligue des Droits de l'Homme)...

B) *Initiatives collectives :*

1) Le 31 mai, 44 universitaires français adressent à Bourguiba le télégramme qui suit :

VIVEMENT EMUS EN APPRENANT ARRESTATIONS UNIVERSITAIRES ET ETUDIANTS TUNISIENS DONT NOMBREUX AMIS ET ANCIENS ELEVES ET RADIATION ETUDIANTS UNIVERSITE VOUS PRIONS RESPECTUEUSEMENT AU NOM DE NOTRE AMITIE POUR LA TUNISIE PRENDRE EN CONSIDERATION LEUR GRANDE VALEUR UNIVERSITAIRE LEUR PARFAITE INTEGRITE, LEUR ATTACHEMENT A LEUR PAYS ET A LA LIBERTE ET VOUS DEMANDONS INTERVENIR POUR LEUR LIBERATION ET LEUR REINTEGRATION.

BIJIAOUI Roberte	: Professeur
BOIS	: Assistant Sorbonne
BOUTET Mme	: Professeur
BOUTET M.	: Maître Assistant Grenoble
CAHEN Claude	: Professeur Sorbonne
CAMILLE	: Faculté Lettres Tours
CHATELET François	: Philosophe
COQUERY	: Maître Assistant Sorbonne
COTTE Michèle	: Professeur
DESPOIS	: Professeur Sorbonne
DOMENACH J.-M.	: Directeur revue « Esprit »
DRESCH	: Professeur Sorbonne
DROZ	: Professeur Sorbonne
DUCELLIER	: Maître Assistant Toulouse
DUMONT René	: Economiste
FARDEAU	: Assis. Fac. Médecine Paris
GEORGE Pierre	: Professeur Sorbonne
GRANJOUX	: Assistant Sorbonne
GROSSE	: Maître Assistant Sorbonne
KAHN	: Prof. Faculté Médecine Paris
KASTLER	: Prix Nobel (Physique)
KRIVINE	: Chef Clinique Hôpitaux Paris
LACOSTE Camille	: Chargée Recherche CNRS
LACOSTE Yves	: Maître Assistant Sorbonne
LEVEQUE	: Doyen Fac. Lettres Besançon
MARIENSTRASSE	: Maître Assistant Sorbonne
MARTHELOT	: Directeur études E.P.H.E.
MARTIN Jean-Marie	: Assist. Lettres Orléans Tours
MEMMI Albert	: Ecrivain
MERLEN	: Professeur
MILHAUD	: Chef Clinique Hôpitaux Paris
NOUSCHI	: Professeur Fac. Lettres Nice
PETIOT Geneviève	: Assistante Sorbonne
PONCET	: Docteur ès-Lettres ; CNRS
PRENANT	: Maître Assistant Sorbonne
RICATTE	: Professeur Université Paris
SLAMA Bice	: Assistante Université Paris
SOBOUL	: Professeur Sorbonne
SCHWARTZ Laurent	: Prof. Faculté Sciences Paris
TUNC	: Prof. Faculté Droit Paris
VALENSI Lucette	: Chargée Recherche CNRS
VILAR	: Professeur Sorbonne
VIVET Charlotte	: Professeur
WAHL Jean	: Philosophe

2) Des textes de pétitions demandant la libération des détenus circulent encore, ils émanent de milieux intellectuels ou plus spécialement universitaires en France, en Belgique, au Maroc, en Suède, etc...

C) *Communiqués d'organisations*, telles que l'AIJD et la FEN.

1) *Le 27 mars 1968 l'Association Internationale des Juristes Démocrates communique :*

« L'AIJD apprend l'arrestation... de plusieurs universitaires, étudiants et enseignants et d'autres intellectuels.

D'autre part, certaines personnes auraient été enlevées et auraient subi des sévices... Ces faits très graves et des manifestations organisées par les étudiants pour protester contre l'intervention des forces de police lors d'un meeting qui avait eu lieu le 15 mars dernier. Ce meeting avait réuni 2.000 étudiants qui réclamaient la libération de Mohammed Ben Jennet à l'occasion de son pourvoi en cassation. Depuis plus de 7 mois, cet étudiant tunisien purge une peine de 20 ans de travaux forcés, prononcés par le Tribunal militaire de Tunis, à la suite de sa participation à une manifestation devant les Ambassades américaine et britannique le 5 juin 67.

L'AIJD qui avait exprimé en juillet dernier, son émotion devant la lourde peine réclamée par le procureur, s'est adressée aux autorités tunisiennes pour demander la révision du procès de l'étudiant Ben Jennet.

Elle appelle ses organisations nationales à agir dans ce sens afin d'obtenir la libération de Ben Jennet frappé, malgré les irrégularités du procès, d'une condamnation dont la sévérité exceptionnelle souligne le caractère politique des poursuites.

Elle demande également à ses organisations nationales de réclamer la libération des juristes et des universitaires arrêtés, ainsi que l'arrêt des poursuites qui pourraient être engagées contre eux.

Ces mesures de libération seraient accueillies avec beaucoup de faveur par tous ceux qui sont animés d'une amitié sincère à l'égard de la Tunisie en ce 12<sup>e</sup> anniversaire de son indépendance ».

2) *Le 3-5-68, la Fédération de l'Education Nationale communique* « que la délégation (qui a été reçue samedi 27 avril par Bourguiba conduite par son secrétaire général J. Marangé) a fait part au chef de l'Etat tunisien de l'angoisse qui étreint les enseignants français face aux graves difficultés auxquelles l'Université de Tunis est actuellement confrontée. Refusant de prendre parti sur le contenu politique de ces difficultés et rappelant le sens et la portée de la coopération culturelle franco-tunisienne, la FEN ne pouvait taire l'intense et unanime émotion des enseignants français devant le déchaînement de la violence et les excès auxquels elle a pu conduire.

Des assurances ont été données à la délégation concernant la volonté du gouvernement tunisien d'ouvrir la voie à l'apaisement ».

D) *Des télégrammes de soutien* de l'UIE, de l'UNEM, du Congrès panafricain, des étudiants suédois... Des lettres de solidarité de l'ORP (Algérie), du PCM (Maroc)...

Lisez, Diffusez, Soutenez « PERSPECTIVES TUNISIENNES », organe du G.E.A.S.T.

## Stockholm :

L'union des Etudiants de l'Université de Stockholm exige la révision du jugement condamnant à vingt ans de travaux forcés l'étudiant Ben Jennet, parce qu'elle estime que ce jugement a été prononcé à la suite d'un procès extrêmement insatisfaisant.

Cette résolution a été prononcée le 21 mai 1968 par l'assemblée législative de l'Union des Etudiants de l'Université de Stockholm.

L'Union des Etudiants de l'Université de Stockholm  
Signé K. Ronnie Eklund, Président

## Gothenburg :

Les militants anti-impérialistes et anti-sionistes suédois s'élèvent avec profonde indignation devant la répression sauvage qui s'est abattue et s'abat encore sur la gauche tunisienne militante. Conscients de leur juste cause, ils leur expriment leur solidarité croissante et leur appui total pour barrer le chemin à la réaction en Tunisie et accélérer la noble lutte pour un régime scientifiquement socialiste, issu de la masse laborieuse et déshéritée et actuellement déprimée et majoritaire dans le pays.

Gothenburg, le 29-5-1968

## Témoignage d'enseignants français en Tunisie

*Le texte de cette lettre a été adressé au journal « Le Monde » qui n'en a publié que quelques extraits.*

Les événements de ces derniers jours sont en liaison étroite avec ceux du 5 juin 1967 dont la signification a donné lieu dans les colonnes mêmes de votre journal à diverses mises au point. Les choses semblent aujourd'hui claires : le lundi 5 juin 1967 se sont déroulées deux manifestations de caractère fondamentalement différent. La première fut organisée par des étudiants qui se sont rendus en fin de matinée devant l'Ambassade et le Centre Culturel des USA. On peut juger de diverses manières cette prise de position ; ce qui est sûr, c'est que cette attitude n'a rien à voir avec les vieux réflexes antisémites qui ont permis les émeutes racistes survenues l'après-midi de ce même jour. Or celles-ci, bien évidemment, pour quiconque en a été témoin (certains lecteurs de votre journal résidant à Tunis vous l'ont alors écrit) se sont déroulées sous l'œil complaisant de la police qui parfois même a mis la main à la pâte, en aidant à incendier des voitures supposées appartenir à des Israélites, en désignant elle-même les magasins à piller. Soucieux de préserver la réputation de modération dont le pays jouit à l'étranger, le gouvernement tunisien se devait de réagir. Il l'a fait, en utilisant la tactique bien connue de l'amalgame : les étudiants anti-impérialistes devenaient ainsi de redoutables émeutiers, agissant pour une cause que chacun condamne, l'antisémitisme, à la tête d'éléments louches que l'on confond avec le peuple qualifié « d'irresponsable ». C'est ainsi qu'au cours du procès qui eut lieu peu après l'étudiant en théologie Mohamed Ben Jennet fut condamné à 20 ans de travaux forcés (on avait requis contre lui la peine de mort), tandis que les autres inculpés se voyaient frappés de peine n'excédant pas cinq ans. On s'était montré impitoyable pour le « responsable », indulgent pour les pauvres comparés... Le verdict rendu contre Ben Jennet a peut-être rassuré certains en les amenant à croire que les séquelles de l'antisémitisme le plus rétrograde, dont le nationalisme arabe est souvent porteur, étaient jugées par la Tunisie officielle avec la dernière sévérité. Malheureusement il fallait pour ce faire, ignorer que Ben Jennet, qui était pour ainsi dire le seul à porter le poids d'une répression exercée au nom des principes les plus nobles, était totalement innocent de ce dont on l'accusait. Il n'a pas participé aux émeutes racistes : tous ses camarades le savent, l'accusation n'a pas prouvé ce qu'elle avançait, et la manière dont certaines

dépêches d'agence reproduites par votre journal résumant l'affaire Ben Jennet, laissent bien entendre que maintenant beaucoup admettent que Ben Jennet fut condamné « pour avoir participé à une manifestation anti-britannique et anti-américaine le 5 juin dernier » et non point aux émeutes racistes. En tout état de cause le peu de cohérence des accusations portées contre lui suffirait, pour le moins, à révoquer en doute la culpabilité de Ben Jennet. En effet on prouva qu'il était à coup sûr un nationaliste arabe fanatisé, en retenant contre lui le fait qu'il avait en sa possession les œuvres choisies de Mao-Tsé-Toung et la déclaration de la Havane. Or, en même temps, ces ouvrages étaient considérés comme la preuve flagrante de son athéisme, lequel était jugé être un des éléments expliquant les actes odieux qu'on lui reprochait. Il est difficile de ne pas contester la bonne foi du tribunal qui considère les mêmes ouvrages comme le signe à la fois d'un fanatisme arabo-musulman et d'un athéisme coupable. Quel que soit le jugement que l'on peut porter en France sur le régime de M. Bourguiba, il est pénible de devoir reconnaître que l'opinion démocratique française ne s'est guère préoccupée de l'affaire Ben Jennet. A ce jour nous venons d'apprendre qu'un certain nombre de personnalités ont adressé un appel aux autorités tunisiennes en faveur de Ben Jennet. Toutefois les extraits communiqués publiés par votre journal ne nous semblent pas jeter une lumière suffisante sur cette affaire pour que nous jugions inutile la tentative de mise au point que nous vous faisons parvenir. Que l'on considère cette affaire comme une simple erreur judiciaire ou comme la marque de l'arbitraire du pouvoir, on ne peut rester indifférent car Ben Jennet a été condamné pour des motifs qui mettent en cause la seule liberté d'opinion.

Ainsi s'explique l'étendue qu'a prise la lutte pour la libération de Ben Jennet. Des citoyens tunisiens se sont groupés dans un « Comité pour la Libération de Ben Jennet ». Une pétition a été mise en circulation, on a appelé à une semaine d'action pour alerter l'opinion avant le passage de l'affaire devant la cour de cassation. A la suite de cet appel les étudiants de l'Université ont au cours d'une première Assemblée Libre tenue le vendredi 15 mars décidé une grève de quatre jours pour témoigner leur solidarité avec leur camarade emprisonné. Dès cette première Assemblée Libre, les étudiants se heurtèrent aux forces de police

qui avaient pénétré dans les locaux universitaires (Faculté des Lettres et de Droit) et qui furent aidées par certains étudiants destouriens qui n'hésitèrent pas à molester leurs camarades. Samedi la grève continuait. Lundi elle devait s'étendre, les élèves des écoles supérieures et des établissements secondaires se joignant à leurs camarades des Facultés. Mardi de sérieuses bagarres avaient lieu entre la police et les élèves des deux établissements secondaires. Ces événements coïncidant avec la visite de M. Houphouët-Boigny un état d'urgence de fait semblait établi dans la ville : on faisait circuler les groupes, on empêchait les passants de regarder le déploiement des forces de police qui cernaient les Facultés et quelques lycées. Alarmé par cette situation, le Secrétariat d'Etat à l'Education Nationale devait annoncer dans la soirée de mardi que les vacances de printemps qui avaient été fixées au 25 mars après les cours étaient avancées au 19 au soir. Le silence le plus total est gardé par les organismes officiels et seule cette mesure administrative surprenante permet de mesurer à quel point les autorités ont jugé la situation préoccupante.

Certes en portant à votre connaissance les événements qui sont ici relatés, nous avons pleinement conscience de vous donner seulement les éléments que dans ce genre de circonstances chacun peut constater en circulant dans une ville et en écoutant ce qui se dit. Cependant nous avons jugé que ces quelques informations pourraient vous sembler dignes d'intérêt dans la mesure où votre journal avait longuement relaté et commenté les événements survenus dans le monde étudiant à Tunis en décembre 1966. Or, si l'on peut se risquer à une comparaison, il apparaît d'ores et déjà que le mouvement lancé par le Comité Ben Jennet,

n'a en rien le caractère improvisé des manifestations de 1966. En effet celles-ci avaient eu lieu à partir d'un incident bénin (deux étudiants conduits à la Sûreté Nationale à la suite d'une querelle avec un contrôleur d'autobus), et ne s'étaient point réclamées de mots d'ordre précis, sinon celui bien général de « Démocratie ». Par contre la grève récente a été préparée par des tracts explicatifs, s'est faite dans un but précis, concrétisée par des mots d'ordre clairs constamment mis en avant. La même conscience et la même maturité, avec une ampleur moindre, s'étaient manifestées lors de la visite en Tunisie de M. Humphrey, le mouvement étant organisé cette fois par le Comité Vietnam de Tunisie, et non point, comme on l'a dit, par un groupe de baasistes, dont tout le monde ici semble ignorer l'existence. Les Tunisois sans relations avec le monde universitaire semblent du reste avoir senti cette évolution en ce sens que les commentateurs saisis au vol font ressortir une sorte de solidarité ou du moins de bienveillance à l'égard d'un mouvement qui, s'il fut essentiellement le fait des étudiants, avait été lancé par une organisation qui n'est sans doute pas composée d'étudiants seulement : le Comité Ben Jennet. Du reste si précisément l'on tient compte de la maturité et de la conscience que révèle ce mouvement en faveur de Ben Jennet, on peut admettre que, même si la fermeture des Facultés et autres établissements scolaires a mis temporairement fin aux manifestations, rien n'est terminé. En effet de nombreuses personnes sont actuellement détenues dans les locaux de la Sûreté Nationale ; des bruits alarmants circulent à leur sujet : elles seraient soumises à des interrogatoires qui n'excluraient pas la torture.

Tunis, le 22 mars 1968

## Télégramme envoyé par le Comité pour la libération de Ben Jennet à la Conférence Internationale des Droits de l'Homme

*A Monsieur le Président de la Conférence Internationale des Droits de l'Homme de Téhéran*

*Le Comité pour la Libération de BEN JENNET a l'honneur de porter à la connaissance des honorables délégués l'adresse suivante, en regard de la violation des droits et des libertés en Tunisie.*

*En décembre 1966 de nombreux étudiants de Tunis, après un procès entaché de graves irrégularités : violation des droits de la défense, après des condamnations avec sursis, en violation de la chose jugée, furent enrôlés au service militaire.*

*En juillet 1967, à la suite de la manifestation anti-impérialiste du 5 juin à Tunis, l'étudiant syndicaliste Ben Jennet fut traduit devant un tribunal d'exception au mépris des droits constitutionnels et condamné à vingt ans de travaux forcés après l'intrusion du Président de la République désignant la juridiction et annonçant un verdict sévère, ce qui constitue une violation de la séparation des pouvoirs.*

*Récemment une nouvelle vague de répression a lieu ; de nombreux universitaires, étudiants et fonctionnaires ont été enlevés ou arrêtés par les polices régulières ou parallèles. Plusieurs actes de violence ont été perpétrés sur leur personne ; les méthodes d'investigation utilisées par la police sont un mépris total du respect de l'intégrité physique de la personne humaine : torture physique et morale.*

*L'attitude systématique du pouvoir a été de confiner au secret de nombreux citoyens détenus dont certains gravement malades.*

*La visite des avocats et des familles a été refusée.*

*La procédure est secrète après plus d'un mois de détention.*

*Le Comité pour la libération de Ben Jennet attire l'attention de la Conférence Internationale sur la violation grave des principes de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme approuvés par le gouvernement tunisien.*

*Le Comité pour la libération de Ben Jennet  
Paris, le 25 avril 1968*

A L'OCCASION DE LA PARUTION DE CE NUMERO, NOUS TENONS A EXPRIMER NOTRE SOLIDARITE AVEC LA JUSTE LUTTE DES TRAVAILLEURS ET ETUDIANTS FRANÇAIS.

Une analyse des événements qui viennent de secouer la France, sera faite dans une de nos prochaines publications.

## **Vietnam: Affolement U.S. devant l'offensive généralisée du F.N.L.**

*Au moment où le peuple vietnamien est en train de « vivre des moments historiques », au moment où la diplomatie tunisienne ne cesse de se couvrir de ridicule par ses déclarations fracassantes de soutien à la politique agressive U.S. au Vietnam, nous reproduisons ci-dessous de larges extraits de l'allocution du Ministre Xuan Thuy, prononcée à la soirée organisée le 15 juin 1968 par les Vietnamiens résidant à Paris. Nous tenons d'autant plus à le faire que la presse tunisienne ne risque pas de faire connaître la cause du peuple héroïque du Vietnam, qui est entré dans « une nouvelle phase, celle de l'offensive généralisée et du soulèvement simultané ».*

Pour réaliser leurs manœuvres visant à perpétuer la division de notre pays, transformer le Sud-Vietnam en une néo-colonie et une base militaire américaines, les impérialistes américains ont saboté la totalité des Accords de Genève de 1954 sur le Vietnam, mené une agression contre notre pays sous la forme d'une guerre spéciale, ensuite d'une guerre locale au Sud-Vietnam et d'une guerre de destruction avec l'aviation et la flotte américaines contre le Nord-Vietnam, accumulant d'innombrables crimes sur le sol de notre Patrie.

Cependant, sous la direction du Parti des Travailleurs du Vietnam et du Gouvernement de la République Démocratique du Vietnam présidés par l'Oncle Ho, et sous la direction du Front National de Libération du Sud-Vietnam, les 31 millions de Vietnamiens du Nord au Sud, unis comme un seul homme, ont mis en échec et sont en train de défaire toutes les formes de guerre utilisées par les impérialistes américains au Vietnam.

Au Nord, à compter jusqu'au 14 juin 1968, l'armée et la population ont abattu 2.976 avions américains dont des B. 52, des F. 111 et plusieurs autres de type moderne, capturé un grand nombre de pilotes. Une campagne d'émulation bat son plein entre les différentes unités et localités pour savoir laquelle descendra le 3.000<sup>e</sup> avion américain, engageant jour et nuit jeunes, vieux, hommes et femmes. Menant de pair le combat et l'édification du socialisme, la population nord-vietnamienne continue à assurer les transports et communications, et en même temps la vie économique, culturelle et sociale tout en remplissant notre tâche sacrée envers ses compatriotes du Sud.

Les Américains eux-mêmes ont dû reconnaître que leurs bombardements contre le Nord-Vietnam pendant plus de 3 ans n'ont pas donné les résultats escomptés.

Dans le Sud, depuis le 31 janvier 1968, la guerre de résistance contre l'agression américaine pour le salut national est entrée dans une nouvelle phase, celle de l'offensive généralisée et du soulèvement simultané. Depuis cette date jusqu'à fin mai, c'est-à-dire dans l'espace de 4 mois seulement, les forces armées et le peuple au Sud-Vietnam ont anéanti 295.000 soldats ennemis (dont 105.000 soldats américains et des pays

satellites), abattu ou détruit 3.850 avions de types variés, démoli un grand nombre de dépôts et de moyens de guerre américains.

L'armée fantoche s'est désintégrée en masses, tandis que le gouvernement fantoche est ébranlé jusque dans ses fondements. De nombreuses régions, vastes et peuplées, ont été nouvellement libérées. L'apparition d'une nouvelle importante organisation politique : l'Alliance des forces nationales, démocratiques et de paix du Vietnam qui a proclamé la lutte en vue de repousser l'agression extérieure, et renverser la clique Tniéu-Ky, et en même temps sa solidarité avec le Front National de Libération du Sud-Vietnam, a élargi davantage le front contre les impérialistes américains et les fantoches.

Au cours de sa lutte sous la direction éprouvée du Front National de Libération du Sud-Vietnam, l'Armée de Libération s'est considérablement développée, de petites unités, en de nombreuses et puissantes divisions ; son équipement autrefois rudimentaire comprend maintenant de nombreuses armes modernes ; avant, elle ne livrait que de petits combats d'anéantissement, actuellement elle en est passée à des batailles de destruction de grande envergure ; de ses bases dans les régions montagneuses, elle s'avance maintenant vers les plaines et les villes, lançant des attaques contre toutes les bases les plus importantes ou celles que les Américains considèrent comme leurs arrières les plus sûrs. Les Américains eux-mêmes doivent admettre que Saïgon est maintenant constamment en état d'alerte et qu'il est très difficile de la défendre.

Pour résoudre le problème du Vietnam, le gouvernement de la République Démocratique du Vietnam a avancé sa position en quatre points et le Front National de Libération du Sud-Vietnam, son programme politique. Cette position est conforme aux dispositions fondamentales des Accords de Genève sur le Vietnam et aux aspirations profondes du peuple vietnamien. Mais tout d'abord les Etats-Unis doivent cesser inconditionnellement les bombardements et tous autres actes de guerre contre la République Démocratique du Vietnam et pour discuter ensuite des autres questions intéressant les deux parties.

atroces : On leur applique des électrodes aux extrémités des seins, sur les parties génitales et les pieds dont la plante était enduite d'acide sulfurique pour rendre la décharge plus efficace.

Parfois le tortionnaire oblige sa victime à tenir sur la tête une chaise pour éviter qu'il ne baisse les bras lors de la décharge des électrodes, qui sont liées à ses poignets ; certains ont été pendus par les pieds et malmenés jusqu'à perte de connaissance.

Les ongles des pieds sont arrachés et des sévices sur les plaies sont ensuite pratiquées avec des mégots de cigarettes.

Les rancœurs et les complexes d'une mentalité arriérée s'ajoutent au sadisme individuel des tortionnaires à mesure qu'ils découvrent et mettent en pratique les méthodes de torture. C'est ainsi qu'on fait creuser une fosse à la victime de ses propres mains. Puis on la met devant, à genoux, les yeux bandés, en lui appliquant un révolver. On fait partir le coup de façon à rendre la victime sourde pendant quelques instants, etc...

Cette répression barbare d'une simple manifestation estudiantine montre combien *les bases du régime sont peu solides*. Par le déchaînement de leur appareil répressif, le pouvoir et le parti destourien ont montré une fois de plus qu'ils comptent *de plus en plus sur la force pour se maintenir et résoudre les problèmes immédiats*.

Ce n'est là que le constat de *faillite du PSD dans ses efforts d'embrigader les masses populaires et la jeunesse estudiantine*.

*Il ne pouvait en être autrement*, ce qui apporte une fois de plus un démenti cinglant à ceux qui se faisaient des illusions sur la nature du pouvoir, en même temps qu'à ceux qui prônent l'action réformatrice à l'intérieur du système destourien.

Ainsi le *Destour se dévoile plus que jamais*. Sa tactique au moment des événements a été de donner l'impression qu'il s'agissait de règlements de comptes entre étudiants, d'où les commandos avec cagoules et les barbouzes. Ceci n'a trompé personne : les étudiants parlent de méthodes fascistes à la *Ku-Klux-Klan*, et le peuple se rappelle la liquidation des Yousséfistes et appelle le « Comité de Coordination » Destourien : « *Sabbât al-Dhlâm* », ce qui est très significatif : chacun doit savoir à quels risques il s'expose dorénavant : il ne reste plus que le recours à l'assassinat politique après l'échec de l'intimidation par la caserne, le bain, la radiation à vie de l'Université, la prison avec la torture la plus inhumaine, pour réduire définitivement au silence les opposants au régime.

#### A PROPOS DES RUMEURS D'ÉCHEC DU MOUVEMENT :

Tout en réalisant que le régime destourien vient de montrer son vrai visage, certains frappés par la rigueur de la répression qui s'est abattue aveuglément sur un nombre relativement important de personnes de gauche, parlent déjà d'échec du mouvement qui à les croire ne se relèvera plus, pour conseiller en fait la démobilisation.

Voilà que des gens qui se vantent de leur « sens des réalités », viennent souligner dans une pareille situation non pas la nécessité d'une organisation révolutionnaire forte pour lutter contre ce régime qui s'est dévoilé, mais la démission pour « calmer le lion » : c'est *ce qui s'appelle se foutre le doigt dans l'œil*.

Que le pouvoir ait pu agir impunément jusqu'ici,

c'est le prix que nous payons de notre faiblesse actuelle, dont il faut sortir pour que nul ne puisse plus agir de cette façon sans savoir qu'il subira le sort de tous ceux qui font fi des droits les plus élémentaires de la personne humaine.

Faut-il rappeler que notre bataille n'est pas une affaire de quelques jours ou de quelques mois, que notre lutte ne progressera pas de façon linéaire, qu'il y aura des avances et des reculs, des mobilisations et des reflux, des périodes de mouvement rapide et d'autres d'isolement :

« Lutte, échec, nouvelle lutte, nouvel échec, nouvelle lutte encore, et cela jusqu'à la victoire — telle est la logique du peuple, et lui non plus il n'ira jamais contre cette logique. C'est encore une loi marxiste ».

(Mao Tsé Toung)

Aussi « tout combat implique d'abstraites éventualités de défaite ; et il n'est d'autre moyen de les diminuer que de se préparer systématiquement au combat »

(Lénine)

#### QUE FAIRE ?

Conscients que nous sommes d'être à une phase charnière dans l'évolution politique de notre pays, nous pensons que certaines attitudes attentistes ne sont plus de mise.

Aujourd'hui l'indignation individuelle est dépassée. Etre inactif en « ne faisant pas de politique », c'est accepter le fait accompli, et par là même entériner le passé, cautionner le présent et contribuer à préparer un avenir plus sombre.

*Le peuple et les générations futures ne pardonneront pas aux défailtants d'aujourd'hui leur lourde responsabilité, qui reste entière quoiqu'ils en pensent, dans le risque d'évolution du régime actuel vers un système à l'espagnole (dictature crapuleuse doublée d'anarchie) par des crimes qui se perpétuent à l'insu de ceux-là mêmes qui croient en être quittes par leur silence et leur neutralité qui sont en fait synonymes de fuite et de démission.*

C'est pourquoi rejetant cet état de choses, nous redisons que le *mouvement doit se développer, s'élargir à tous les secteurs et s'intensifier*. Le peuple tunisien en tout cas ne devra pas rester indifférent devant une telle situation.

Il est donc important pour nous tous que toutes nos énergies tendent vers l'action révolutionnaire, sinon nous aurons renoncé à tout combat.

#### SENS DE LA LUTTE :

Certains tentèrent de donner au mouvement étudiant une signification corporatiste, feignant d'oublier que la grève s'est faite sur le mot d'ordre de libération de BEN JENNET (premier mot d'ordre lancé et repris par l'ensemble des étudiants pendant toutes les journées). Ils reprirent toute la diarrhée sur la rénovation démocratique (sic) de l'UGET, devenue objectif impérieux et immédiat (resic) du mouvement étudiant, voulant ainsi manifestement le cantonner dans un syndicalisme étroit.

Pour notre part, nous avons opposé en son temps les réserves les plus explicites concernant tout à la fois cette méthode d'analyse (d'abord éliminer les séquelles de l'agression) et ses applications pratiques, ce qui veut dire en clair : perdre l'essentiel au profit du secondaire, noyer le poisson dans l'eau, et démobiliser au maximum aussi.

La juste lutte et la position correcte de notre peuple du Nord au Sud ont reçu le soutien chaleureux des pays socialistes, des pays nationalistes, de nombreux gouvernements des pays capitalistes et de larges masses dans le monde.

La lutte victorieuse de nos forces armées et de notre peuple dans les deux zones a infligé de lourdes pertes en vies humaines et en biens aux Etats-Unis, leur a créé des difficultés financières, déprécié le dollar, exacerbé leurs contradictions internes, a provoqué des troubles sociaux aux USA et affaibli leur position internationale. Pour cette raison, le Président Johnson a du annoncer le bombardement limité du Nord-Vietnam et envoyé son représentant à Paris pour des conversations avec le représentant de notre gouvernement.

Cependant, les conversations ont duré plus d'un mois depuis le 13 mai, sans aboutir à aucun résultat. C'est parce que les Etats-Unis qui sont les agresseurs ont inventé la fable de l'agression du Nord-Vietnam contre le Sud-Vietnam pour demander de la réciprocité. Ce sont là les propos « d'un voleur qui crie au voleur ». Le représentant de notre gouvernement les a complètement rejetés.

La partie américaine prétend qu'elle a fait preuve de retenue, mais en vérité elle a concentré et même intensifié les bombardements qui auparavant s'étendaient sur l'ensemble du Nord-Vietnam sur les quatre provinces allant de Thanh Hao à Vinh Linh. Avant le 31 mars, le nombre des raids sur l'ensemble du Nord-Vietnam était de 2.500 par mois, après cette date, il s'est élevé à 3.500 en avril et 4.700 en mai. En outre, les avions de reconnaissance américains continuent toujours leurs violations de l'espace aérien du Nord-Vietnam. Entre temps, les Etats-Unis continuent à augmenter leurs forces au Sud-Vietnam, à y lancer des opérations militaires et à augmenter les dépenses de guerre au Sud-Vietnam.

La partie américaine demande que le Nord cesse son aide au Sud pour qu'elle soit libre d'y continuer son agression. C'est là une demande absurde. Face à l'agression américaine au Sud-Vietnam, avant tout les forces armées et le peuple du Sud-Vietnam combattent

les envahisseurs américains. Face aux attaques américaines au Nord-Vietnam, avant tout les forces armées et le peuple du Nord-Vietnam combattent les agresseurs américains. Si les Vietnamiens du Nord et du Sud s'unissent et s'entraident dans la lutte contre l'agression américaine pour le salut national, ils font seulement valoir leur droit de légitime défense et accomplissent leur devoir sacré de défendre leur Patrie. Tout Vietnamien du Nord au Sud a le droit et le devoir de le faire. Personne ne pourrait l'en empêcher.

Le Président Johnson a envoyé les jeunes des Etats-Unis et des pays alliés à la mort, pourtant il fait semblant de se préoccuper du sort de ces jeunes au-delà du 17<sup>e</sup> parallèle. Pourquoi ne rappelle-t-il pas ces jeunes aux Etats-Unis et ne renvoie-t-il pas les autres troupes dans leur pays respectif ? Il n'aurait plus à se préoccuper de leur sort !

La partie américaine se plaint encore que Saïgon fait l'objet de violentes attaques. Mais personne ne demande aux Américains de venir à Saïgon, qu'ils se retirent aux Etats-Unis et ils seront en sécurité.

S'ils continuent leur guerre d'agression, ils seront encore combattus avec la même détermination sur n'importe quelle partie du territoire vietnamien. Toute menace ne pourra ébranler la volonté de fer du peuple vietnamien dans sa lutte contre l'agression étrangère.

Le peuple vietnamien est profondément attaché à la paix, mais ce doit être une paix dans l'indépendance et la liberté véritables et non une paix selon la mode néo-coloniale des Américains.

Le représentant de notre gouvernement s'est rendu à Paris avec une bonne volonté et le désir d'entamer de sérieuses conversations. Si la partie américaine désire réellement arriver à une solution pacifique du problème vietnamien, ce qui est dans l'intérêt des deux parties et dans l'intérêt commun de la paix mondiale, elle se doit de mettre fin sans délai et inconditionnellement aux bombardements et tous autres actes de guerre contre la République Démocratique du Vietnam sur l'ensemble de son territoire, afin que les conversations puissent bientôt passer aux autres questions intéressant les deux parties.

Face à la répression du régime réactionnaire en Tunisie les militants tunisiens se sont fait et se feront un devoir d'appliquer la plate-forme en 5 points proposés par le Comité pour la libération de Ben Jennet à Tunis le 22 mars 1968, pour :

- 1) La libération de M. BEN JENNET.
- 2) La libération immédiate de tous les étudiants arrêtés, actuellement détenus et torturés dans les locaux de la police.
- 3) La cessation immédiate de toutes les mesures répressives.
- 4) Le châtiement sévère des auteurs de violences responsables des blessures d'étudiants et de lycéens et en particulier l'élève BEN MILED.
- 5) Le bannissement à jamais de notre pays de ces méthodes fascistes.